

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe
Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

L'inclusion en EUROPE

Cadre juridique et brefs aperçus des dispositifs en Turquie, Portugal, Espagne, Italie et France

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe
Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

L'inclusion en EUROPE	1
Cadre juridique et brefs aperçus des dispositifs en Turquie, Portugal, Espagne, Italie et France	1
1 Aperçu du cadre juridique de l'inclusion en Europe	6
11 Les fondements juridiques de l'inclusion en Europe	6
12 Les domaines d'intervention.....	6
13 Les défis et perspectives	6
2 Une approche globale du Cadre Juridique de l'Inclusion au Conseil de l'Europe.....	7
21 Les Principes Fondamentaux.....	7
22 Les Outils Juridiques.....	7
23 Les Mécanismes de suivi	7
3 Les dispositifs d'inclusion des personnes âgées.....	8
31 Un aperçu pour la Turquie.....	8
311 Le cadre législatif et politique	8
312 Quelques dispositifs concrets	8
313 Défis et perspectives	8
32 Un aperçu en Espagne	8
321 Cadre législatif et politique	9
322 Quelques dispositifs concrets.....	9
323 Défis et perspectives	9
33 Un aperçu au Portugal.....	9
331 Cadre législatif et politique	9
332 Quelques dispositifs concrets.....	10
333 Défis et perspectives	10
334 Comparaison avec d'autres pays européens.....	10
34 Un aperçu en Italie	10
341 Cadre législatif et politique	10
342 Quelques dispositifs concrets.....	11
343 Quelques défis et perspectives	11
344 Des spécificités italiennes	11

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe
Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

35 Un aperçu en France	11
351 Le cadre législatif et politique.....	11
352 Quelques dispositifs concrets	11
353 Défis et perspectives	12
4 L'inclusion des personnes relevant de la grande exclusion sociale.....	12
41 Bref aperçu en Turquie.....	12
411 Les enjeux de l'exclusion sociale en Turquie	12
412 Quelques dispositifs en place	13
413 Les défis à relever.....	13
414 Quelques perspectives.....	13
42 Bref aperçu en Espagne	13
421 Les enjeux de l'exclusion sociale en Espagne.....	13
422 Quelques dispositifs d'inclusion mis en place	14
Les défis à relever.....	14
En conclusion.....	Erreur ! Signet non défini.
43 Bref aperçu au Portugal	15
431 Les enjeux de l'exclusion sociale au Portugal	15
432 Les dispositifs mis en place.....	15
433 Les défis à relever.....	15
En conclusion.....	Erreur ! Signet non défini.
44 Bref aperçu en Italie	15
441 Les enjeux de l'exclusion sociale en Italie	16
442 Quelques dispositifs d'inclusion	16
443 Quelques défis à relever	16
444 Quelques perspectives.....	17
45 Bref aperçu en France	17
451 Le cadre législatif et politique.....	17
452 Quelques dispositifs d'inclusion	17
453 Les enjeux et défis	18
454 Les perspectives	18
5 L'inclusion des personnes en situation de handicap.....	19
51 Bref aperçu en Turquie.....	19

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe
Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

511 Cadre législatif et politique	18
512 Quelques dispositifs concrets.....	19
513 Défis et perspectives.....	19
52 Un aperçu en Espagne	19
521 cadre législatif et politique	19
522 Quelques dispositifs concrets.....	20
523 Défis et perspectives	20
524 Comparaison avec d'autres pays	20
53 Un aperçu au Portugal	20
531 Cadre législatif et politique	20
532 Quelques dispositifs concrets.....	20
533 Défis et perspectives	21
534 Comparaison avec d'autres pays	Erreur ! Signet non défini.
54 Bref aperçu en Italie	21
541 Cadre législatif et politique	21
542 Quelques dispositifs concrets.....	21
543 Défis et perspectives	21
544 Spécificités italiennes	22
55 Bref aperçu en France	22
551 Cadre législatif et politique	22
552 Quelques dispositifs concrets.....	22
553 Défis et perspectives	23
6 Dispositifs d'inclusion des jeunes relevant de la protection de l'enfance.....	24
61 Bref aperçu en Turquie.....	23
611 Le cadre législatif et politique.....	23
612 Quelques dispositifs concrets.....	23
613 Défis et perspectives	24
614 Spécificités du contexte turc	24
62 Bref aperçu en Espagne	24
621 Cadre législatif et politique	24
622 Quelques dispositifs concrets	24
623 Défis et perspectives	25

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe
Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

624 Spécificités espagnoles	25
63 Bref aperçu au Portugal.....	25
631 Cadre législatif et politique	25
632 Quelques dispositifs concrets	26
633 Défis et perspectives	26
634 Spécificités portugaises	Erreur ! Signet non défini.
64 Bref aperçu en Italie	26
641 Le cadre législatif et politique.....	26
642 Quelques dispositifs concrets	27
643 Défis et perspectives	27
644 Spécificités italiennes	Erreur ! Signet non défini.
65 Bref aperçu en France	27
651 Cadre législatif et politique	27
652 Quelques dispositifs d'inclusion	27
653 Défis et perspectives	28

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

1 Aperçu du cadre juridique de l'inclusion en Europe

L'Union européenne s'est engagée à promouvoir l'inclusion sociale et à lutter contre toutes les formes de discrimination, y compris celle fondée sur le handicap. Le cadre juridique européen en matière d'inclusion est donc riche et complexe, s'appuyant sur une série de textes fondamentaux et de directives.

11 Les fondements juridiques de l'inclusion en Europe

- **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne:** Cet instrument juridique garantit l'égalité de traitement et interdit toute discrimination fondée sur un handicap. Elle reconnaît également le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.
- **Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées:** Bien qu'elle soit un traité international, cette convention a une influence considérable sur les politiques européennes. Elle établit des normes élevées en matière de droits des personnes handicapées et a été ratifiée par la plupart des États membres de l'UE.
- **Directive 2000/78/CE:** Cette directive, dite « directive cadre », établit un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Elle interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur un handicap dans l'accès à l'emploi, la formation professionnelle et l'occupation.

12 Les domaines d'intervention

Le cadre juridique européen couvre un large éventail de domaines :

- **Emploi:** La directive 2000/78/CE impose aux employeurs d'effectuer des "aménagements raisonnables" pour permettre aux personnes handicapées d'accéder à l'emploi et de l'exercer dans de bonnes conditions.
- **Éducation:** L'Union européenne encourage l'inclusion scolaire et l'apprentissage tout au long de la vie pour les personnes handicapées.
- **Accessibilité:** L'acte législatif européen sur l'accessibilité, adopté en 2019, vise à rendre les produits et services plus accessibles aux personnes handicapées.
- **Transport:** Les personnes handicapées doivent pouvoir accéder aux transports en commun dans les mêmes conditions que les autres.
- **Information et communication:** La directive sur l'accessibilité des sites web assure un accès égal à l'information pour les personnes handicapées.

13 Les défis et perspectives

Malgré ces avancées, des défis persistent :

- **Transposition des directives:** La transposition des directives européennes dans les législations nationales peut varier d'un État membre à l'autre, ce qui peut entraîner des inégalités d'accès aux droits.
- **Manque de ressources:** Les États membres doivent investir davantage dans l'inclusion des personnes handicapées.
- **Changement des mentalités:** Il est essentiel de changer les mentalités et de lutter contre les préjugés à l'égard des personnes handicapées.

La perspective est toutefois positive. L'Union européenne continue de travailler pour renforcer l'inclusion des personnes handicapées et de promouvoir une société plus juste et plus inclusive.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

2 Une approche globale du Cadre Juridique de l'Inclusion au Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe joue un rôle central dans la promotion de l'inclusion et de la lutte contre la discrimination en Europe. Il a développé un cadre juridique robuste qui vise à garantir l'égalité des droits pour tous, indépendamment de leur origine, de leur religion, de leur handicap ou de toute autre caractéristique personnelle.

21 Les Principes Fondamentaux

Le Conseil de l'Europe s'appuie sur les principes suivants pour promouvoir l'inclusion :

- **Dignité humaine:** Chaque individu, quelle que soit sa situation, a droit à la dignité et au respect.
- **Égalité:** Tous les êtres humains naissent libres et égaux en droits.
- **Non-discrimination:** Toute forme de discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, les biens, la naissance ou tout autre statut est interdite.
- **Inclusion:** Tous les individus doivent pouvoir participer pleinement à la société et bénéficier des mêmes droits et opportunités.

22 Les Outils Juridiques

Le Conseil de l'Europe utilise divers instruments juridiques pour promouvoir l'inclusion :

- **La Convention européenne des droits de l'homme:** Cet instrument fondamental garantit les droits civils et politiques de tous les individus.
- **La Charte sociale européenne:** Elle reconnaît les droits sociaux et économiques, tels que le droit au travail, le droit à la santé et le droit à un logement décent.
- **La Convention-cadre pour la protection des minorités nationales:** Ce traité vise à protéger les droits des minorités nationales et à promouvoir leur inclusion dans la société.
- **La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires:** Elle garantit le droit des personnes appartenant à des minorités nationales à utiliser leur langue.

23 Les Mécanismes de suivi

Pour s'assurer de la mise en œuvre effective de ces instruments, le Conseil de l'Europe a mis en place plusieurs mécanismes de suivi :

- **La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI):** Cet organe indépendant surveille les problèmes de racisme et d'intolérance dans les États membres.
- **Le Commissaire aux droits de l'homme:** Il est chargé de promouvoir les droits de l'homme et de la démocratie dans les États membres.
- **Le Comité des Ministres:** Il est l'organe décisionnel du Conseil de l'Europe et est responsable de la mise en œuvre des normes du Conseil.

3 Les dispositifs d'inclusion des personnes âgées

31 Un aperçu pour la Turquie

La Turquie, comme de nombreux autres pays, fait face au défi du vieillissement de sa population. Pour répondre à ce changement démographique, le gouvernement turc a mis en place diverses politiques et programmes visant à améliorer la qualité de vie des personnes âgées et à favoriser leur inclusion sociale.

311 Le cadre législatif et politique

La Turquie dispose d'un cadre légal qui reconnaît les droits des personnes âgées. Cependant, la mise en œuvre de ces lois varie selon les régions et les communautés. Les principaux axes de ces politiques sont :

- **Santé:** Accès aux soins de santé, programmes de prévention, développement de structures médicales adaptées aux besoins des personnes âgées.
- **Social:** Soutien aux familles, développement de services de soins à domicile, création de maisons de retraite.
- **Economique:** Mesures pour encourager le maintien dans l'emploi, pensions, aides financières.
- **Social:** Participation à la vie sociale, activités de loisirs, volontariat.

312 Quelques dispositifs concrets

- **Maisons de retraite:** Leur nombre a augmenté ces dernières années, mais des disparités existent en termes de qualité et de coût.
- **Soins à domicile:** Des services de soins à domicile sont proposés, mais leur accessibilité reste limitée, notamment dans les zones rurales.
- **Centres de jour:** Ces centres offrent des activités sociales et des soins de jour aux personnes âgées.
- **Programmes de volontariat:** Encouragés par les autorités, ces programmes permettent aux personnes âgées de rester actives et de contribuer à la société.
- **Partenariats public-privé:** Le gouvernement encourage les partenariats avec le secteur privé pour développer de nouveaux services.

313 Défis et perspectives

Malgré les efforts déployés, plusieurs défis persistent :

- **Inégalités régionales:** Les services et les infrastructures ne sont pas uniformément répartis sur l'ensemble du territoire.
- **Manque de personnel qualifié:** Le secteur des soins aux personnes âgées souffre d'une pénurie de personnel formé.
- **Stigmatisation:** Les personnes âgées peuvent faire face à des préjugés et à une discrimination.

Les perspectives sont toutefois encourageantes. La prise de conscience de l'importance de la question du vieillissement s'accroît. De nouvelles initiatives sont régulièrement lancées, et la société civile joue un rôle de plus en plus important.

32 Un aperçu en Espagne

L'Espagne, tout comme la Turquie, a mis en place un ensemble de dispositifs visant à favoriser l'inclusion sociale et le bien-être des personnes âgées. Bien que le système espagnol ait connu des évolutions notables, notamment avec l'adoption de la loi sur la dépendance en 2006, des défis persistent.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

321 Cadre législatif et politique

La loi espagnole sur la dépendance a marqué un tournant en reconnaissant le droit à l'autonomie personnelle et à l'aide pour les personnes âgées et dépendantes. Elle a mis en place un système de prestations et de services visant à améliorer leur qualité de vie. Cependant, la mise en œuvre de cette loi a été inégale selon les régions et les ressources disponibles.

322 Quelques dispositifs concrets

- **Prestations liées à la dépendance:** L'Espagne propose des prestations en nature (aide à domicile, accueil en établissement) et des prestations économiques pour les personnes âgées dépendantes.
- **Réseaux de soins de proximité:** Le développement de réseaux de soins de proximité vise à assurer une prise en charge globale des personnes âgées à domicile.
- **Centres de jour:** Ces centres offrent des activités sociales, des repas et des soins de jour aux personnes âgées.
- **Maisons de retraite:** L'offre en matière de maisons de retraite est variée, allant des établissements publics aux résidences privées.
- **Programmes de volontariat:** De nombreux programmes encouragent l'engagement des personnes âgées dans des activités bénévoles.
- **Technologie assistée:** L'utilisation des technologies numériques est de plus en plus répandue pour accompagner les personnes âgées à domicile.

323 Défis et perspectives

- **Financement:** Le financement du système de dépendance reste un enjeu majeur, notamment en raison du vieillissement de la population.
- **Qualité des services:** Les inégalités en termes de qualité des services existent toujours entre les différentes régions.
- **Coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués (services sociaux, santé, etc.) est nécessaire.
- **Adaptation au vieillissement actif:** Il est essentiel de promouvoir un vieillissement actif et en bonne santé, en offrant des activités adaptées aux besoins et aux envies des personnes âgées.

33 Un aperçu au Portugal

Le Portugal, comme ses voisins européens, a mis en place un ensemble de dispositifs visant à favoriser l'inclusion sociale et le bien-être des personnes âgées. Ces mesures s'inscrivent dans un contexte de vieillissement de la population et d'une volonté de garantir une qualité de vie optimale aux seniors.

331 Cadre législatif et politique

Le Portugal dispose d'un cadre législatif qui reconnaît les droits des personnes âgées et définit les principes fondamentaux de leur prise en charge. Les politiques publiques portugaises en faveur des seniors s'articulent autour de plusieurs axes :

- **Maintien à domicile:** Encouragement des services à domicile pour permettre aux personnes âgées de rester le plus longtemps possible dans leur environnement familial.
- **Centres de jour:** Développement de centres de jour offrant des activités sociales, des repas et des soins de jour.
- **Maisons de retraite:** Existence d'un réseau de maisons de retraite, tant publiques que privées.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Soins de santé:** Accès aux soins de santé adaptés aux besoins spécifiques des personnes âgées.
- **Participation sociale:** Promotion de l'engagement des personnes âgées dans la vie sociale et citoyenne.

332 Quelques dispositifs concrets

- **Services à domicile:** Le Portugal a mis en place un système de services à domicile permettant d'aider les personnes âgées dans les tâches quotidiennes (ménage, aide à la toilette, etc.).
- **Centres de jour:** Ces centres offrent un lieu de rencontre et d'activités pour les personnes âgées, favorisant ainsi le maintien du lien social.
- **Maisons de retraite:** Le réseau de maisons de retraite portugaises est diversifié, proposant différents niveaux de soins et de services.
- **Programmes de volontariat:** De nombreux programmes encouragent l'engagement des personnes âgées dans des activités bénévoles.
- **Technologie assistée:** L'utilisation des technologies numériques est de plus en plus répandue pour accompagner les personnes âgées à domicile.

333 Défis et perspectives

Malgré les efforts déployés, des défis persistent :

- **Financement:** Le financement des services à destination des personnes âgées reste un enjeu important, notamment en raison du vieillissement de la population.
- **Qualité des services:** Les inégalités en termes de qualité des services existent toujours entre les différentes régions.
- **Coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués (services sociaux, santé, etc.) est nécessaire.
- **Adaptation aux besoins spécifiques:** Il est essentiel de prendre en compte la diversité des besoins des personnes âgées et d'adapter les services en conséquence.

334 Comparaison avec d'autres pays européens

Le Portugal partage avec d'autres pays européens les mêmes enjeux liés au vieillissement de la population. Cependant, le modèle portugais présente des spécificités, notamment en ce qui concerne l'importance accordée au maintien à domicile et le développement des services de proximité.

34 Un aperçu en Italie

L'Italie, avec son riche patrimoine culturel et son fort attachement aux liens familiaux, a mis en place un système de protection sociale pour les personnes âgées qui combine des éléments traditionnels et des initiatives plus récentes.

341 Cadre législatif et politique

Le système de protection sociale italien pour les personnes âgées est en constante évolution. Il est influencé par la législation européenne et par les besoins spécifiques de la population vieillissante. Les politiques publiques italiennes en faveur des seniors s'articulent autour de plusieurs axes :

- **Maintien à domicile:** Encouragement des services à domicile pour permettre aux personnes âgées de rester le plus longtemps possible dans leur environnement familial.
- **Centres de jour:** Développement de centres de jour offrant des activités sociales, des repas et des soins de jour.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Maisons de retraite:** Existence d'un réseau de maisons de retraite, tant publiques que privées.
- **Soins de santé:** Accès aux soins de santé adaptés aux besoins spécifiques des personnes âgées.
- **Participation sociale:** Promotion de l'engagement des personnes âgées dans la vie sociale et citoyenne.

342 Quelques dispositifs concrets

- **Services à domicile:** L'Italie propose une gamme de services à domicile, allant de l'aide-ménagère aux soins infirmiers, pour permettre aux personnes âgées de rester autonomes à domicile.
- **Centres de jour:** Ces centres offrent un lieu de rencontre et d'activités pour les personnes âgées, favorisant ainsi le maintien du lien social.
- **Maisons de retraite:** Le réseau de maisons de retraite italien est diversifié, proposant différents niveaux de soins et de services.
- **Programmes de volontariat:** De nombreux programmes encouragent l'engagement des personnes âgées dans des activités bénévoles.
- **Technologie assistée:** L'utilisation des technologies numériques est de plus en plus répandue pour accompagner les personnes âgées à domicile.

343 Quelques défis et perspectives

Malgré les efforts déployés, des défis persistent :

- **Financement:** Le financement des services à destination des personnes âgées reste un enjeu important, notamment en raison du vieillissement de la population.
- **Qualité des services:** Les inégalités en termes de qualité des services existent toujours entre les différentes régions.
- **Coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués (services sociaux, santé, etc.) est nécessaire.
- **Adaptation aux besoins spécifiques:** Il est essentiel de prendre en compte la diversité des besoins des personnes âgées et d'adapter les services en conséquence.

344 Des spécificités italiennes

L'Italie, avec sa forte culture familiale, accorde une importance particulière au maintien des personnes âgées au sein de leur foyer. Les familles jouent un rôle central dans la prise en charge des seniors. De plus, le pays dispose d'un riche tissu associatif qui propose de nombreuses activités et services à destination des personnes âgées.

35 Un aperçu en France

La France a mis en place un ensemble de dispositifs visant à favoriser l'inclusion sociale et le bien-être des personnes âgées. Ces mesures s'inscrivent dans un contexte de vieillissement de la population et d'une volonté de garantir une qualité de vie optimale aux seniors.

351 Le cadre législatif et politique

Le cadre législatif français en matière de vieillissement a connu des évolutions importantes ces dernières décennies. La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 pour l'adaptation de la société au vieillissement a marqué un tournant en définissant les grandes orientations de la politique de l'âge.

352 Quelques dispositifs concrets

- **Maintien à domicile:**

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Allocation personnalisée d'autonomie (APA):** Cette allocation finance des services à domicile pour maintenir les personnes âgées à domicile.
- **Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD):** Ces services proposent une aide personnalisée aux personnes âgées dans les actes de la vie quotidienne.
- **Hébergement:**
 - **Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD):** Ces établissements accueillent les personnes âgées qui ne peuvent plus vivre à domicile.
 - **Unités de soins de longue durée (USLD):** Ces unités sont destinées aux personnes âgées atteintes de pathologies lourdes.
- **Santé:**
 - **Maisons de santé pluridisciplinaires:** Ces structures regroupent différents professionnels de santé pour assurer une prise en charge globale des personnes âgées.
 - **Centres de santé:** Ils offrent des soins de première ligne et des services de prévention.
- **Social et culturel:**
 - **Centres communaux d'action sociale (CCAS):** Ces établissements proposent une multitude de services aux personnes âgées, notamment des activités sociales et culturelles.
 - **Clubs de retraités:** Ces lieux permettent aux seniors de se rencontrer, de partager des activités et de rompre l'isolement.

353 Défis et perspectives

Malgré les efforts déployés, des défis persistent :

- **Financement:** Le financement des services à destination des personnes âgées reste un enjeu important, notamment en raison du vieillissement de la population.
- **Qualité des services:** Les inégalités en termes de qualité des services existent toujours entre les différentes régions.
- **Coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués (services sociaux, santé, etc.) est nécessaire.
- **Adaptation aux besoins spécifiques:** Il est essentiel de prendre en compte la diversité des besoins des personnes âgées et d'adapter les services en conséquence.

4 L'inclusion des personnes relevant de la grande exclusion sociale

41 Bref aperçu en Turquie

La Turquie, comme de nombreux pays en développement, fait face à une importante question d'exclusion sociale. Si les dispositifs pour les personnes âgées ont été abordés précédemment, la situation des personnes relevant de la grande exclusion sociale, c'est-à-dire celles marginalisées pour des raisons économiques, sociales, culturelles ou autres, mérite une attention particulière.

411 Les enjeux de l'exclusion sociale en Turquie

L'exclusion sociale en Turquie touche des groupes variés :

- **Les Roms:** Souvent victimes de discrimination, ils sont confrontés à des difficultés d'accès à l'emploi, au logement et à l'éducation.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Les réfugiés:** L'afflux de réfugiés syriens a posé de nouveaux défis en termes d'intégration et d'accès aux services.
- **Les populations rurales:** Les habitants des zones rurales, en particulier les femmes, sont souvent confrontés à des difficultés d'accès aux services de base et au marché du travail.
- **Les personnes handicapées:** Malgré des avancées législatives, les personnes handicapées rencontrent encore des obstacles dans leur vie quotidienne.

412 Quelques dispositifs en place

La Turquie a mis en place diverses politiques et programmes pour lutter contre l'exclusion sociale, mais leur efficacité varie selon les régions et les groupes concernés. Parmi ces dispositifs, on peut citer :

- **Programmes d'aide sociale:** Des programmes d'aide financière et alimentaire sont mis en place pour les personnes les plus démunies.
- **Programmes de formation professionnelle:** Ces programmes visent à améliorer l'employabilité des personnes exclues du marché du travail.
- **Projets d'habitat social:** La construction de logements sociaux est une priorité pour réduire la précarité résidentielle.
- **Initiatives de lutte contre la discrimination:** Des campagnes de sensibilisation et des mesures législatives sont mises en œuvre pour lutter contre les discriminations.
- **Programmes d'intégration pour les réfugiés:** Des cours de langue, des formations professionnelles et des aides à l'installation sont proposés aux réfugiés.

413 Les défis à relever

- **L'ampleur de la tâche:** L'exclusion sociale est un phénomène complexe avec de multiples causes et nécessite des solutions à long terme.
- **Les inégalités régionales:** Les disparités entre les régions turques en termes de développement économique et social accentuent les inégalités.
- **La discrimination:** Les préjugés et les discriminations envers certains groupes (Roms, réfugiés) entravent leur inclusion sociale.
- **Le manque de coordination:** Les différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exclusion sociale manquent parfois de coordination.

414 Quelques perspectives

La Turquie a fait des progrès dans la lutte contre l'exclusion sociale, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires. Une approche globale et intégrée est indispensable, associant des mesures économiques, sociales et culturelles. La participation des communautés concernées est également essentielle pour garantir la réussite de ces initiatives.

42 Bref aperçu en Espagne

L'Espagne, tout comme d'autres pays européens, a mis en place des politiques et des dispositifs visant à lutter contre l'exclusion sociale et à favoriser l'inclusion des personnes les plus vulnérables.

421 Les enjeux de l'exclusion sociale en Espagne

L'exclusion sociale en Espagne est un phénomène complexe, touchant des groupes variés : les personnes sans-abri, les chômeurs de longue durée, les immigrés, les Roms, les personnes souffrant de dépendances, etc. Les causes de cette exclusion sont multiples : pauvreté, chômage, discrimination, manque de qualifications, problèmes de santé, etc.

422 Quelques dispositifs d'inclusion mis en place

Pour répondre à ce défi, l'Espagne a développé un ensemble de dispositifs et de politiques publiques, qui s'articulent autour de plusieurs axes :

- **Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale:**
 - **Revenu minimum d'insertion (RMI):** Ce dispositif vise à garantir un revenu de base aux personnes et aux familles vivant dans une situation de grande précarité.
 - **Plans d'inclusion sociale:** Ces plans, mis en œuvre au niveau local, visent à coordonner les actions des différents acteurs (services sociaux, associations, entreprises) pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes exclues.
- **Accès au logement:**
 - **Logements sociaux:** L'État espagnol et les collectivités territoriales mettent à disposition des logements sociaux à des loyers modérés pour les personnes les plus démunies.
 - **Aide au paiement du loyer:** Des aides financières sont accordées aux ménages en difficulté pour payer leur loyer.
- **Accès à l'emploi:**
 - **Mesures d'activation:** Des programmes de formation, d'accompagnement et d'insertion professionnelle sont proposés aux personnes sans emploi ou en situation de précarité.
 - **Emploi protégé:** Des emplois sont créés dans le secteur public ou associatif pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées du marché du travail.
- **Accès aux services essentiels:**
 - **Accès aux soins de santé:** Les personnes exclues ont accès aux soins de santé de base, grâce à un système de santé universel.
 - **Accès à l'éducation:** Des dispositifs spécifiques sont mis en place pour favoriser l'accès à l'éducation des enfants et des jeunes issus de milieux défavorisés.
- **Lutte contre les discriminations:**
 - **Législation anti-discrimination:** L'Espagne dispose d'une législation visant à lutter contre les discriminations fondées sur l'origine, la race, le sexe, la religion, etc.
 - **Sensibilisation:** Des campagnes de sensibilisation sont régulièrement organisées pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes.

423 Quelques défis à relever

Malgré les efforts déployés, l'exclusion sociale reste un problème majeur en Espagne. Plusieurs défis persistent :

- **Insuffisance des ressources:** Les budgets consacrés aux politiques d'inclusion sont souvent jugés insuffisants.
- **Fragmentation des dispositifs:** La multiplicité des acteurs et des dispositifs peut entraîner une fragmentation des réponses et une difficulté à coordonner les actions.
- **Stigmatisation:** Les personnes exclues font souvent face à la stigmatisation et à la discrimination.
- **Évolution des besoins:** Les besoins des personnes exclues évoluent, nécessitant une adaptation constante des politiques publiques.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

43 Bref aperçu au Portugal

Le Portugal, comme de nombreux pays européens, s'est engagé dans une lutte active contre l'exclusion sociale. Si les personnes âgées représentent une catégorie spécifique avec des besoins particuliers, le pays a également mis en place des dispositifs pour venir en aide aux individus et aux familles confrontés à des situations de grande précarité, quel que soit leur âge.

431 Les enjeux de l'exclusion sociale au Portugal

L'exclusion sociale au Portugal touche des populations diverses : sans-abri, personnes souffrant de dépendances, Roms, chômeurs de longue durée, etc. Les causes de cette exclusion sont multiples : pauvreté, chômage, discrimination, manque de qualifications, problèmes de santé mentale, etc.

432 Quelques dispositifs mis en place

Le Portugal a déployé un éventail de mesures pour lutter contre l'exclusion sociale :

- **Le Revenu Social d'Insertion (RSI)** : Ce dispositif vise à garantir un revenu minimum aux personnes et aux familles vivant dans une situation de précarité extrême. Il est conditionné à l'acceptation d'un contrat d'insertion sociale et professionnelle.
- **Les Centres locaux d'action sociale (CIAS)** : Ces structures jouent un rôle clé dans l'accompagnement des personnes en difficulté. Ils proposent des services d'aide alimentaire, d'hébergement d'urgence, de médiation sociale, etc.
- **Les programmes d'insertion professionnelle** : Le Portugal met en œuvre de nombreux programmes visant à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, notamment à travers des formations, des stages et des accompagnements individualisés.
- **Le logement social** : Le gouvernement portugais a mis en place des politiques ambitieuses en matière de logement social pour répondre aux besoins des personnes les plus défavorisées.
- **La lutte contre les discriminations** : Le Portugal s'est engagé dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, notamment à l'encontre des Roms et des minorités ethniques.
- **Les partenariats avec la société civile** : Les autorités portugaises collaborent étroitement avec les associations et les organisations de la société civile pour mettre en œuvre des actions de terrain.

433 Quelques défis à relever

Malgré les efforts déployés, l'exclusion sociale reste un défi majeur au Portugal. Parmi les enjeux à relever, on peut citer :

- **Le financement des politiques sociales** : La crise économique a mis à mal les finances publiques, rendant difficile le financement de nouvelles mesures en faveur des personnes en difficulté.
- **La coordination des acteurs** : Il est essentiel de renforcer la coordination entre les différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exclusion sociale (État, collectivités locales, associations, etc.).
- **La lutte contre les discriminations** : Les discriminations persistent, notamment à l'égard des Roms et des minorités ethniques, limitant ainsi l'accès de ces populations aux services et aux opportunités.
- **L'adaptation aux nouveaux défis** : La crise sanitaire a mis en évidence de nouvelles fragilités et a nécessité une adaptation rapide des dispositifs existants.

44 Bref aperçu en Italie

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

L'Italie, tout en mettant en place des dispositifs pour l'inclusion des personnes âgées, fait également face au défi de l'inclusion sociale d'autres groupes vulnérables, notamment ceux relevant de la grande exclusion sociale. Cette population, souvent confrontée à la pauvreté, au chômage de longue durée, à des problèmes de santé ou à des discriminations, nécessite des politiques spécifiques et adaptées.

441 Les défis de l'exclusion sociale en Italie

L'Italie, comme de nombreux pays européens, connaît des inégalités sociales importantes. Les personnes les plus vulnérables sont souvent concentrées dans certaines régions du pays et dans des quartiers spécifiques des grandes villes. Les causes de cette exclusion sont multiples :

- **Pauvreté et chômage:** Les taux de chômage, particulièrement élevés dans certaines régions, ainsi que la précarité de l'emploi sont des facteurs aggravants de l'exclusion sociale.
- **Discriminations:** Les personnes issues de minorités ethniques, les migrants, les Roms et les personnes LGBTQ+ sont particulièrement exposées aux discriminations et à l'exclusion.
- **Manque de qualifications:** Un faible niveau de qualification limite les possibilités d'insertion professionnelle et sociale.
- **Problèmes de santé:** Les personnes souffrant de maladies chroniques ou de handicaps rencontrent souvent des difficultés pour accéder aux soins et à l'emploi.

442 Quelques dispositifs d'inclusion

Pour lutter contre l'exclusion sociale, l'Italie a mis en place différents dispositifs :

- **Le revenu de citoyenneté (Reddito di cittadinanza):** Ce dispositif, introduit en 2019, vise à soutenir les personnes et les familles les plus démunies en leur versant un revenu minimum conditionné à la recherche d'un emploi.
- **Les politiques actives de l'emploi:** Des programmes de formation professionnelle, d'accompagnement vers l'emploi et de création d'emplois sont mis en place pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées du marché du travail.
- **Les politiques d'accueil des migrants:** L'Italie a mis en place des dispositifs pour l'accueil et l'intégration des migrants, notamment en matière d'apprentissage de la langue, d'accès au logement et à l'emploi.
- **Les politiques en faveur des Roms:** Des programmes spécifiques sont mis en œuvre pour améliorer les conditions de vie des Roms et favoriser leur inclusion sociale.
- **Les politiques en faveur des personnes handicapées:** La loi italienne prévoit des mesures pour favoriser l'inclusion scolaire et professionnelle des personnes handicapées.

443 Quelques défis à relever

Malgré ces efforts, l'exclusion sociale reste un problème majeur en Italie. Plusieurs défis doivent être relevés :

- **La fragmentation des dispositifs:** Les différents dispositifs d'inclusion sont souvent fragmentés et manquent de coordination.
- **Le manque de ressources:** Les budgets alloués aux politiques d'inclusion sont souvent insuffisants.
- **Les discriminations persistantes:** Les discriminations basées sur l'origine ethnique, le sexe, l'âge ou le handicap persistent et entravent l'inclusion sociale.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **La stigmatisation des bénéficiaires des aides sociales:** Les personnes bénéficiant de minima sociaux sont souvent stigmatisées et confrontées à des difficultés pour accéder à certains services.

445 Des perspectives

L'Italie doit continuer à renforcer ses politiques d'inclusion sociale en

- **Améliorant la coordination entre les différents acteurs:** Les acteurs publics, les associations et les entreprises doivent travailler ensemble pour mettre en œuvre des politiques cohérentes et efficaces.
- **Renforçant les dispositifs d'accompagnement individuel:** Un accompagnement personnalisé est essentiel pour aider les personnes les plus vulnérables à surmonter les obstacles à l'inclusion.
- **Luttant contre les discriminations:** Des mesures fortes doivent être prises pour lutter contre toutes les formes de discrimination.
- **Investissant dans l'éducation et la formation:** L'éducation est un levier essentiel pour favoriser l'inclusion sociale.

45 Bref aperçu en France

La France a mis en place un ensemble de dispositifs visant à lutter contre la grande exclusion sociale et à favoriser l'insertion des personnes les plus éloignées de l'emploi et des services. Ces dispositifs sont variés et s'articulent autour de plusieurs axes :

451 Le cadre législatif et politique

La politique d'inclusion sociale en France s'appuie sur un cadre législatif solide et sur des politiques publiques ambitieuses. La loi du 1er août 2005 pour l'égalité des chances a marqué un tournant en renforçant les droits des personnes en situation de précarité.

452 Quelques dispositifs d'inclusion

L'accompagnement social

- **Les travailleurs sociaux:** Ils jouent un rôle clé dans l'accompagnement des personnes en difficulté en leur proposant un soutien personnalisé et en les orientant vers les dispositifs adaptés.
- **Les centres sociaux:** Ces lieux de vie proposent une multitude d'activités et de services (accueil, ateliers, animations) favorisant le lien social et l'autonomie.
- **Les missions locales:** Destinées aux jeunes, elles offrent un accompagnement global vers l'emploi, la formation et l'autonomie.

L'accès aux droits

- **Le RSA:** Le revenu de solidarité active constitue un filet de sécurité pour les personnes sans emploi ou aux faibles revenus.
- **Les aides au logement:** Elles permettent de garantir un accès au logement décent à tous.
- **Les aides à la mobilité:** Des aides financières peuvent être accordées pour faciliter les déplacements et l'accès aux services.

L'insertion professionnelle

- **Les contrats aidés:** Ces contrats permettent d'acquérir une expérience professionnelle et de favoriser l'insertion durable dans l'emploi.
- **Les ateliers et chantiers d'insertion:** Ces dispositifs offrent une formation professionnelle et un accompagnement social tout en réalisant des missions d'intérêt général.
- **Les entreprises d'insertion:** Ces entreprises à but social emploient des personnes en difficulté et leur permettent de retrouver une activité professionnelle.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

La lutte contre les discriminations

- **Le droit au logement opposable (DALO):** Ce dispositif garantit un accès au logement à toute personne en situation de précarité.
- **La lutte contre les discriminations:** La loi interdit toute discrimination fondée sur l'origine, la race, le sexe, la religion, etc. Des dispositifs existent pour lutter contre ces discriminations.

453 Quelques enjeux et défis

La lutte contre la grande exclusion sociale reste un défi majeur. Plusieurs enjeux doivent être relevés :

- **La coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs de l'insertion est nécessaire pour éviter les ruptures de parcours.
- **La personnalisation de l'accompagnement:** Chaque personne étant unique, l'accompagnement doit être adapté à ses besoins spécifiques.
- **La prévention de l'exclusion:** Il est essentiel de mettre en place des dispositifs de prévention pour éviter que les personnes ne basculent dans la grande exclusion.

454 Quelques perspectives

La lutte contre la grande exclusion sociale est un processus de long terme qui nécessite une mobilisation de tous les acteurs de la société. Les politiques publiques évoluent en permanence pour répondre aux nouveaux enjeux et aux besoins des personnes les plus fragiles.

5 Les dispositifs d'inclusion des personnes en situation de handicap

51 Bref aperçu en Turquie

La Turquie, tout en faisant des progrès notables, continue d'affronter des défis en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap. Le pays a mis en place un certain nombre de dispositifs législatifs et politiques, mais leur mise en œuvre effective varie selon les régions et les communautés.

511 Cadre législatif et politique

La Turquie a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Cette ratification a entraîné l'adoption de nouvelles lois et politiques visant à améliorer la situation des personnes handicapées. Cependant, la transposition de ces normes internationales dans la pratique reste un défi.

512 Les principaux axes politiques

- **Éducation inclusive:** Les écoles publiques sont censées appliquer une politique d'inclusion des enfants handicapés, mais la réalité est plus complexe, notamment en raison du manque de ressources et de personnel formé.
- **Accès aux soins de santé:** Les personnes handicapées ont théoriquement droit aux mêmes soins de santé que les autres citoyens, mais l'accès aux services spécialisés reste limité dans certaines régions.
- **Accessibilité:** Des efforts sont faits pour améliorer l'accessibilité des bâtiments publics et des transports, mais les progrès sont inégaux.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Emploi:** Des mesures sont mises en place pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées, mais le taux d'emploi reste faible.

513 Quelques dispositifs concrets

- **Centres de rééducation:** Des centres de rééducation proposent des services aux personnes handicapées, mais leur nombre et leur qualité varient selon les régions.
- **Associations:** De nombreuses associations de personnes handicapées jouent un rôle important dans la défense de leurs droits et la promotion de leurs intérêts.
- **Programmes de soutien:** Des programmes de soutien financier sont mis en place pour aider les personnes handicapées et leurs familles.

514 Quelques défis et perspectives

Les principaux défis auxquels la Turquie est confrontée en matière d'inclusion des personnes handicapées sont :

- **Manque de sensibilisation:** La société turque doit encore progresser en matière de sensibilisation aux droits des personnes handicapées et à leurs besoins spécifiques.
- **Déficits en matière de ressources:** Les ressources financières et humaines allouées à l'inclusion des personnes handicapées sont souvent insuffisantes.
- **Barrières architecturales:** De nombreux bâtiments publics et privés ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite.
- **Discrimination:** Les personnes handicapées font encore face à des discriminations dans de nombreux domaines de la vie.

Malgré ces défis, la Turquie a fait des progrès notables et de nouvelles initiatives sont régulièrement lancées. La société civile joue un rôle de plus en plus important dans la défense des droits des personnes handicapées.

52 Bref aperçu en Espagne

L'Espagne s'est engagée dans une démarche ambitieuse pour favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap. Ces dernières années, le pays a mis en place un ensemble de dispositifs législatifs et politiques visant à garantir l'égalité des droits et des opportunités pour tous.

521 Cadre législatif et politique

- **Loi générale sur les droits des personnes avec un handicap:** Cette loi constitue le pilier du système espagnol de protection des personnes handicapées. Elle garantit l'égalité des droits, l'accessibilité, la non-discrimination et l'autonomie personnelle.
- **Plan national d'action pour l'inclusion des personnes avec un handicap:** Ce plan définit les objectifs et les stratégies à long terme pour améliorer la qualité de vie des personnes handicapées et favoriser leur pleine participation à la société.
- **Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées:** L'Espagne a ratifié cette convention et s'est engagée à mettre en œuvre les dispositions qu'elle contient.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

522 Quelques dispositifs concrets

- **Accessibilité universelle:** L'Espagne a mis en place des mesures pour rendre les bâtiments, les transports et les espaces publics accessibles à tous.
- **Éducation inclusive:** Les enfants handicapés ont le droit à une éducation inclusive dans les écoles ordinaires. Des aides et des aménagements sont mis en place pour favoriser leur réussite scolaire.
- **Emploi:** Des quotas d'emploi pour les personnes handicapées sont fixés dans le secteur public et privé. Des mesures incitatives sont également mises en place pour encourager les entreprises à embaucher des personnes handicapées.
- **Services de soutien:** Un réseau de services de soutien est mis en place pour aider les personnes handicapées à acquérir leur autonomie et à participer à la vie sociale.
- **Associations et organisations:** De nombreuses associations de personnes handicapées jouent un rôle important en défendant leurs droits et en proposant des services adaptés.

523 Défis et perspectives

Malgré les progrès réalisés, des défis persistent :

- **Inégalités régionales:** Les services et les infrastructures ne sont pas uniformément répartis sur l'ensemble du territoire.
- **Manque de sensibilisation:** La sensibilisation à la question du handicap doit encore être renforcée dans tous les secteurs de la société.
- **Financement:** Le financement des politiques en faveur des personnes handicapées reste un enjeu majeur.

524 Un pays cité en exemple

L'Espagne est souvent citée en exemple en matière d'inclusion des personnes handicapées. Le pays a mis en place un cadre législatif solide et des dispositifs concrets pour favoriser l'égalité des droits. Cependant, comme dans tous les pays, des améliorations sont encore possibles.

53 Bref aperçu au Portugal

Le Portugal a réalisé des progrès significatifs en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap. Ces avancées sont le fruit d'une combinaison de politiques publiques, d'actions de la société civile et d'une prise de conscience accrue des droits des personnes handicapées.

531 Cadre législatif et politique

Le Portugal s'est doté d'un cadre juridique solide pour garantir les droits des personnes handicapées. La loi-cadre sur l'intégration sociale des personnes handicapées, adoptée en 1999, constitue un pilier fondamental de cette politique. Cette loi vise à garantir l'égalité des droits et des opportunités pour les personnes handicapées dans tous les domaines de la vie, notamment en matière d'éducation, d'emploi, de santé et de participation à la vie sociale.

532 Quelques dispositifs concrets

- **Éducation inclusive:** Le Portugal a mis en place des politiques visant à favoriser l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap. Des dispositifs d'accompagnement personnalisé et des aménagements des établissements scolaires sont mis en œuvre pour permettre à tous les élèves de bénéficier d'une éducation de qualité.
- **Emploi:** Des mesures sont prises pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes handicapées, telles que des quotas d'emploi dans les entreprises, des mesures de formation professionnelle et des aides à l'embauche.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Accessibilité:** Le Portugal s'est engagé à rendre les bâtiments publics et privés accessibles aux personnes à mobilité réduite. Des normes d'accessibilité sont en vigueur pour les nouveaux bâtiments et des programmes de rénovation sont mis en place pour rendre les bâtiments existants plus accessibles.
- **Services de soutien:** Un réseau de services de soutien est mis en place pour accompagner les personnes handicapées et leurs familles. Ces services peuvent inclure des aides à domicile, des services de réadaptation, des centres de jour, etc.
- **Vie associative:** La vie associative joue un rôle important dans l'inclusion des personnes handicapées au Portugal. De nombreuses associations proposent des activités sociales, culturelles et sportives adaptées aux personnes handicapées.

533 Quelques défis et perspectives

Malgré les progrès réalisés, des défis persistent :

- **Accès aux services:** L'accès aux services de soutien peut être inégal selon les régions et les types de handicap.
- **Attitudes:** Les attitudes à l'égard des personnes handicapées doivent continuer à évoluer pour favoriser leur pleine inclusion dans la société.
- **Financement:** Le financement des dispositifs d'inclusion reste un enjeu important.

54 Bref aperçu en Italie

L'Italie a fait des avancées significatives en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap, notamment dans le domaine de l'éducation. Cependant, des défis persistent.

541 Cadre législatif et politique

La loi italienne 104 de 1992 est un pilier fondamental pour l'inclusion des personnes handicapées. Elle reconnaît le droit à une vie autonome et à une pleine inclusion sociale pour tous les citoyens, quel que soit leur état de santé. Cette loi a posé les bases pour :

- **L'éducation inclusive:** La scolarisation des enfants handicapés en milieu ordinaire est encouragée, avec des dispositifs d'accompagnement adaptés.
- **L'accessibilité:** Les bâtiments publics et les transports doivent être rendus accessibles aux personnes à mobilité réduite.
- **Les services d'aide à domicile:** Des aides financières et des services d'assistance à domicile sont mis en place pour favoriser le maintien à domicile des personnes handicapées.

542 Quelques dispositifs concrets

- **Scolarisation inclusive:** L'Italie a été pionnière en matière d'inclusion scolaire. Les élèves en situation de handicap sont scolarisés dans les classes ordinaires, avec un soutien personnalisé.
- **Centres de rééducation:** Un réseau de centres de rééducation fonctionnelle propose des soins et des thérapies aux personnes handicapées.
- **Services d'aide à domicile:** Des aides humaines et techniques sont fournies aux personnes handicapées pour leur permettre de vivre à domicile.
- **Associations et organisations:** Un tissu associatif dense propose des activités et des services adaptés aux besoins des personnes handicapées et de leurs familles.

543 Quelques défis et perspectives

Plusieurs défis persistent :

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Manque de ressources:** Les financements alloués à l'inclusion des personnes handicapées sont souvent insuffisants.
- **Formation des professionnels:** La formation des enseignants, des éducateurs spécialisés et des professionnels de santé doit être renforcée.
- **Accessibilité universelle:** Les efforts pour rendre l'environnement bâti et les transports accessibles doivent être poursuivis.
- **Stigmatisation:** Les préjugés à l'égard des personnes handicapées persistent dans certaines régions.

544 Des spécificités italiennes

L'Italie a développé des spécificités en matière d'inclusion :

- **Le rôle des familles:** Les familles jouent un rôle central dans le parcours de vie des personnes handicapées.
- **L'importance de la communauté:** Les communautés locales sont souvent impliquées dans la mise en œuvre de projets d'inclusion.
- **La diversité régionale:** Les dispositifs d'inclusion peuvent varier d'une région à l'autre.

55 Bref aperçu en France

La France a mis en place un ensemble de dispositifs législatifs et pratiques visant à favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap dans tous les aspects de la vie sociale. Ces dispositifs ont pour objectif de garantir l'égalité des droits et des chances pour tous, indépendamment de leur handicap.

551 Cadre législatif et politique

Le cadre législatif français en matière de handicap a connu des évolutions importantes ces dernières décennies. La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a constitué une avancée majeure en reconnaissant les droits des personnes handicapées et en fixant des objectifs ambitieux en matière d'inclusion.

552 Quelques dispositifs concrets

- **Accessibilité universelle:**
 - ✓ **Aménagements des lieux publics:** Les bâtiments publics, les transports en commun et les espaces commerciaux doivent être rendus accessibles aux personnes à mobilité réduite.
 - ✓ **Adaptation des produits et services:** Les entreprises sont tenues d'adapter leurs produits et services pour répondre aux besoins des personnes handicapées.
- **Scolarisation et formation:**
 - ✓ **Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS):** Ces structures permettent la scolarisation d'élèves en situation de handicap au sein des écoles.
 - ✓ **Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH):** Ces professionnels apportent une aide personnalisée aux élèves en situation de handicap.
 - ✓ **Formation professionnelle:** Des dispositifs spécifiques existent pour faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi des personnes handicapées.
- **Emploi:**
 - ✓ **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés:** Les entreprises de plus de 20 salariés sont tenues d'employer un certain quota de travailleurs handicapés.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- ✓ **Agefiph et FIPHFP:** Ces organismes ont pour mission de favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées.
- ✓ **Aménagements de poste:** Les employeurs sont tenus d'aménager les postes de travail pour permettre aux personnes handicapées d'exercer leur activité.
- **Vie sociale et culturelle:**
 - ✓ **Accessibilité aux loisirs:** Les établissements culturels et sportifs doivent être accessibles aux personnes handicapées.
 - ✓ **Associations:** De nombreuses associations œuvrent pour l'inclusion des personnes handicapées dans la vie sociale et culturelle.

554 Quelques défis et perspectives

Des défis persistent :

- **Accessibilité:** L'accessibilité universelle reste un objectif à atteindre dans de nombreux domaines.
- **Discrimination:** Les personnes handicapées continuent de faire face à des discriminations dans l'emploi, dans l'accès aux soins et dans la vie quotidienne.
- **Manque de moyens:** Les structures et les services dédiés aux personnes handicapées manquent parfois de moyens financiers et humains.

Les perspectives sont toutefois encourageantes. La prise de conscience de la nécessité d'inclure les personnes handicapées dans la société s'est renforcée. De nouvelles initiatives sont régulièrement lancées, et la société civile joue un rôle de plus en plus important.

6 Les dispositifs d'inclusion des jeunes relevant de la protection de l'enfance

61 Bref aperçu en Turquie

La Turquie, comme de nombreux autres pays, fait face à des défis importants en matière de protection de l'enfance et d'inclusion des jeunes en difficulté. Bien que des progrès aient été réalisés, notamment grâce à l'adoption de lois et de politiques nationales, la situation reste complexe et varie considérablement selon les régions et les contextes.

611 Le cadre législatif et politique

La Turquie a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et dispose d'un cadre législatif visant à protéger les droits des enfants. Cependant, la mise en œuvre de ces lois peut être inégale sur le terrain. Les politiques publiques turques en faveur des jeunes en difficulté se concentrent sur :

- **La prévention:** Identification précoce des situations à risque, soutien aux familles, programmes de prévention de la délinquance juvénile.
- **La protection:** Placement en famille d'accueil, en foyer ou en établissement spécialisé pour les enfants en danger.
- **L'éducation:** Accès à l'éducation obligatoire, programmes d'alphabétisation, soutien scolaire.
- **La réinsertion:** Préparation à la vie adulte, formation professionnelle, accompagnement vers l'emploi.

612 Quelques dispositifs concrets

Les dispositifs mis en place en Turquie pour les jeunes relevant de la protection de l'enfance sont variés et incluent :

- **Les foyers de groupe:** Ces structures accueillent des enfants et des adolescents placés administrativement.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Les familles d'accueil:** Le placement en famille d'accueil est une alternative à l'institutionnalisation.
- **Les centres socio-éducatifs:** Ces centres proposent des activités éducatives, culturelles et sportives aux jeunes.
- **Les programmes de formation professionnelle:** Ces programmes visent à préparer les jeunes à l'insertion professionnelle.
- **Les services d'aide à domicile:** Ces services permettent de maintenir les enfants dans leur milieu familial.

613 Quelques défis et perspectives

La Turquie fait face à plusieurs défis dans le domaine de la protection de l'enfance :

- **La pauvreté et les inégalités:** La pauvreté et les inégalités sociales sont des facteurs de risque importants pour les enfants.
- **La violence:** La violence domestique, la maltraitance infantile et l'exploitation sexuelle des enfants sont des problèmes récurrents.
- **La migration:** L'arrivée de réfugiés syriens a mis à rude épreuve le système de protection de l'enfance.
- **Le manque de ressources:** Les services de protection de l'enfance sont souvent confrontés à un manque de moyens financiers et humains.

Les perspectives sont néanmoins encourageantes. La société civile turque est très active dans le domaine de la protection de l'enfance et de nombreuses associations œuvrent pour améliorer la situation des jeunes en difficulté. De plus, les autorités turques ont pris conscience de l'importance de cette question et mettent en œuvre de nouvelles politiques.

614 Spécificités du contexte turc

Le contexte turc est marqué par une forte croissance démographique, une urbanisation rapide et des transformations sociales profondes. Ces évolutions ont un impact direct sur la situation des enfants et des adolescents, notamment en ce qui concerne les risques de marginalisation et d'exclusion.

62 Bref aperçu en Espagne

L'Espagne, tout comme d'autres pays européens, a mis en place un ensemble de dispositifs visant à favoriser l'inclusion sociale et éducative des jeunes relevant de la protection de l'enfance. Ces mesures visent à garantir à ces jeunes un développement harmonieux et à leur offrir des perspectives d'avenir.

621 Cadre législatif et politique

Le cadre législatif espagnol en matière de protection de l'enfance est relativement complet. Il repose sur la Convention internationale des droits de l'enfant et sur des lois nationales qui définissent les droits et les devoirs des enfants, ainsi que les modalités de leur protection.

622 Quelques dispositifs concrets

- **Protection de l'enfance:**
 - **Tutelle:** Lorsque les parents ne peuvent plus assurer les besoins de leur enfant, un tuteur est désigné pour représenter l'enfant et défendre ses intérêts.
 - **Placement familial:** Les enfants sont placés dans des familles d'accueil lorsque leur environnement familial est jugé inadéquat.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Centres d'accueil:** En cas de nécessité, les enfants peuvent être accueillis dans des centres spécialisés.
- **Éducation et formation:**
 - **Scolarisation obligatoire:** L'éducation est obligatoire pour tous les enfants en Espagne, y compris ceux placés sous protection de l'enfance.
 - **Soutien scolaire:** Des dispositifs de soutien scolaire sont mis en place pour aider les enfants en difficulté.
 - **Formation professionnelle:** Des formations professionnelles sont proposées aux jeunes afin de faciliter leur insertion dans le monde du travail.
- **Insertion sociale:**
 - **Accompagnement socio-éducatif:** Des travailleurs sociaux accompagnent les jeunes dans leurs démarches quotidiennes et les aident à construire leur projet de vie.
 - **Médiation familiale:** La médiation familiale est encouragée pour favoriser le rétablissement des liens familiaux lorsque cela est possible.
- **Protection de la santé:**
 - **Accès aux soins:** Tous les enfants ont droit à des soins de santé gratuits.
 - **Suivi médical:** Les enfants placés sous protection de l'enfance bénéficient d'un suivi médical régulier.

623 Défis et perspectives

Malgré les progrès réalisés, des défis persistent :

- **Saturation des services:** Les services de protection de l'enfance sont parfois saturés, ce qui peut entraîner des difficultés pour répondre aux besoins de tous les enfants.
- **Manque de ressources:** Les ressources financières et humaines allouées à la protection de l'enfance sont parfois insuffisantes.
- **Coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués (services sociaux, éducatifs, judiciaires) est nécessaire.

Les perspectives sont toutefois encourageantes. La prise de conscience de l'importance de la protection de l'enfance s'est renforcée. De nouvelles initiatives sont régulièrement lancées, et la société civile joue un rôle de plus en plus important.

624 Quelques spécificités espagnoles

L'Espagne a mis en place des dispositifs spécifiques pour répondre aux besoins des enfants migrants non accompagnés. Ces jeunes bénéficient d'un statut juridique particulier et d'un accompagnement spécifique pour leur intégration.

63 Bref aperçu au Portugal

Le Portugal, tout comme d'autres pays européens, a mis en place un ensemble de dispositifs visant à favoriser l'inclusion sociale et le bien-être des jeunes relevant de la protection de l'enfance. Ces mesures visent à leur offrir un cadre de vie stable et protecteur, ainsi que des opportunités d'épanouissement personnel et social.

631 Cadre législatif et politique

La protection de l'enfance au Portugal est régie par un cadre législatif spécifique qui définit les droits des enfants et les modalités de leur prise en charge. Les politiques publiques portugaises en faveur des jeunes placés visent notamment à :

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Garantir leurs droits fondamentaux:** droit à l'éducation, à la santé, à une vie familiale, etc.
- **Favoriser leur intégration sociale:** en les préparant à l'autonomie et à la vie adulte.
- **Prévenir les risques de placement:** en renforçant les familles et en proposant des alternatives au placement.

632 Quelques dispositifs concrets

- **Placement familial:** Le placement en famille d'accueil est privilégié lorsqu'il est dans l'intérêt de l'enfant. Il offre un cadre familial stable et personnalisé.
- **Maisons d'enfants:** Pour les enfants qui ne peuvent pas être placés en famille d'accueil, des maisons d'enfants offrent un cadre de vie collectif.
- **Accompagnement socio-éducatif:** Des travailleurs sociaux et des éducateurs spécialisés accompagnent les jeunes placés dans leur parcours de vie.
- **Scolarisation:** Les jeunes placés ont accès à une scolarité obligatoire et bénéficient d'un soutien scolaire adapté à leurs besoins.
- **Formation professionnelle:** Des dispositifs spécifiques sont mis en place pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes placés.
- **Préparation à l'autonomie:** Des programmes d'accompagnement à l'autonomie sont proposés pour aider les jeunes à acquérir les compétences nécessaires à la vie adulte.

633 Quelques défis et perspectives

Des défis persistent :

- **Surpopulation des établissements:** Certains établissements d'accueil sont surchargés, ce qui peut nuire à la qualité de la prise en charge.
- **Manque de places en familles d'accueil:** Il existe une pénurie de familles d'accueil, notamment pour les adolescents et les groupes de frères et sœurs.
- **Transition vers l'âge adulte:** L'accompagnement des jeunes vers l'âge adulte reste un enjeu important, notamment en matière d'insertion professionnelle et de logement.

Le Portugal accorde une importance particulière au placement familial et à l'accompagnement socio-éducatif des jeunes placés. Le pays dispose également d'un réseau d'associations qui jouent un rôle important dans la prise en charge des enfants et des adolescents.

64 Bref aperçu en Italie

L'Italie, tout en ayant fait des progrès notables dans le domaine de la protection de l'enfance, fait face à des défis spécifiques concernant l'inclusion des jeunes placés. Le système de protection de l'enfance italien est complexe et varie selon les régions, mais il repose sur plusieurs piliers :

641 Cadre législatif et politique

La législation italienne en matière de protection de l'enfance est basée sur la Convention internationale des droits de l'enfant et sur des lois nationales qui visent à garantir le bien-être et le développement des enfants en difficulté. Les politiques publiques italiennes mettent l'accent sur :

- **La préservation des liens familiaux:** Lorsqu'il est possible, les autorités cherchent à maintenir les enfants dans leur famille d'origine en proposant des mesures de soutien aux parents.
- **Le placement en famille d'accueil:** Le placement en famille d'accueil est privilégié par rapport à l'accueil en institution.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **L'accompagnement éducatif:** Des programmes éducatifs spécifiques sont mis en place pour favoriser le développement des jeunes placés.

642 Quelques dispositifs concrets

- **Les communautés thérapeutiques:** Ces structures offrent un cadre de vie et un accompagnement personnalisé aux jeunes en difficulté.
- **Les foyers de groupe:** Ces foyers accueillent de petits groupes de jeunes et proposent un encadrement éducatif et social.
- **Les familles d'accueil:** Le placement en famille d'accueil est une solution privilégiée pour favoriser l'intégration sociale des jeunes.
- **Les tutelles:** Les tutelles permettent d'assurer la protection juridique et administrative des jeunes placés.
- **Les programmes de réinsertion sociale:** Ces programmes visent à préparer les jeunes à l'autonomie et à l'insertion professionnelle.

643 Quelques défis et perspectives

Plusieurs défis persistent :

- **La saturation des structures d'accueil:** Le nombre de jeunes placés ne cesse d'augmenter, ce qui entraîne une saturation des structures d'accueil.
- **Le manque de ressources:** Les ressources financières et humaines allouées à la protection de l'enfance sont souvent insuffisantes.
- **La coordination entre les différents acteurs:** La coordination entre les différents acteurs impliqués dans la protection de l'enfance (services sociaux, éducatifs, judiciaires) est parfois complexe.

L'Italie, avec son fort attachement à la famille, accorde une importance particulière au maintien des liens familiaux. Les politiques publiques italiennes privilégient les mesures alternatives au placement en institution, telles que le soutien à la parentalité et le placement en famille d'accueil.

65 Bref aperçu en France

L'inclusion des jeunes ayant bénéficié de mesures de protection de l'enfance est un enjeu majeur en France. Ces jeunes, souvent confrontés à des parcours de vie difficiles, nécessitent un accompagnement spécifique pour favoriser leur autonomie et leur insertion sociale et professionnelle.

651 Cadre législatif et politique

Le système de protection de l'enfance en France est régi par le Code de l'action sociale et des familles. Les mesures de protection de l'enfance visent à assurer la sécurité et le bien-être des enfants en difficulté. La loi du 5 mars 2007 relative à la protection de l'enfance a renforcé les droits de l'enfant et a mis l'accent sur la prévention et l'accompagnement des familles.

652 Quelques dispositifs d'inclusion

Les dispositifs d'inclusion pour les jeunes ayant bénéficié de mesures de protection de l'enfance sont multiples et variés. Ils visent à :

- **Préparer la sortie de la protection de l'enfance:**
 - **Accompagnement socio-éducatif:** Des professionnels accompagnent les jeunes dans la construction de leur projet de vie et les aident à développer leurs compétences.
 - **Préparation à l'autonomie:** Les jeunes sont sensibilisés à la gestion d'un budget, à la recherche d'un logement, etc.

Brève revue de littérature sur les dispositifs d'inclusion en Europe

Salvatore MARTEDDU – Docteur en sciences humaines et sociales

- **Favoriser l'insertion professionnelle:**
 - **Missions locales:** Les missions locales proposent un accompagnement personnalisé pour l'orientation, la formation et l'insertion professionnelle.
 - **Contrats aidés:** Des contrats spécifiques (contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat initiative emploi) peuvent être proposés aux jeunes.
 - **Apprentissage:** L'apprentissage est une voie privilégiée pour l'insertion professionnelle.
- **Soutenir le logement:**
 - **Fonds de solidarité pour le logement (FSL):** Ce fonds peut aider les jeunes à accéder à un logement et à payer leur loyer.
 - **Hébergements d'insertion:** Des hébergements adaptés sont proposés aux jeunes en difficulté.
- **Maintenir le lien avec l'aide sociale à l'enfance:**
 - **Maintien de l'accompagnement:** Certains jeunes peuvent bénéficier d'un accompagnement socio-éducatif au-delà de leur majorité.
 - **Mesures de soutien financier:** Des aides financières peuvent être maintenues sous certaines conditions.

653 Quelques défis et perspectives

Des défis persistent :

- **Rupture des parcours:** Certains jeunes rencontrent des difficultés à maintenir leurs acquis et à construire un projet de vie stable.
- **Manque de places en hébergement:** Le nombre de places en hébergement pour les jeunes est insuffisant.
- **Coordination des acteurs:** Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués (aide sociale à l'enfance, missions locales, Pôle emploi, etc.) est nécessaire.

Les perspectives sont toutefois encourageantes. La prise de conscience de la nécessité d'accompagner les jeunes sortant de la protection de l'enfance s'est renforcée. De nouvelles initiatives sont régulièrement lancées, et la société civile joue un rôle de plus en plus important.